

Histoire

FOURMIES, 1982. LE PREMIER « PREMIER-MAI » DE PIERRE MAUROY PREMIER MINISTRE

Alexandre Chabert

30/04/2026

Le Premier-Mai, qui incarne un pan entier de l'histoire et des valeurs des luttes sociales et syndicales, revêt une dimension hautement symbolique pour la gauche depuis la fin du XIX^e siècle. Les débats qui ont animé l'Assemblée nationale en avril 2026, et les clivages qu'ils ont donné à voir, en apparaissent comme la continuité. En 1982, le gouvernement de gauche issu des victoires de 1981 vit sa première journée internationale des travailleurs. À cette occasion, celui qui le dirige, Pierre Mauroy, se rend à Fourmies où il prononce un discours, commenté pour la Fondation par l'historien Alexandre Chabert.

À quelques jours du premier anniversaire de la victoire de François Mitterrand à l'élection présidentielle, une autre date tout aussi symbolique attend le premier gouvernement de gauche de la V^e République. Le 1^{er} mai 1982 est, en effet, sous le régime fondé par le général de Gaulle, la première journée internationale des travailleurs célébrée avec à sa tête un gouvernement associant socialistes et communistes, dirigé par Pierre Mauroy. Pour l'occasion, le Premier ministre prononce un discours à Fourmies, dans le département du Nord. Le choix de ce lieu, par ailleurs bastion de gauche dont la SFIO devenue PS et le PCF se partagent l'administration tout au long du XX^e siècle, ne doit évidemment rien au hasard. Le maire de Lille est sur ses terres dans le Nord, dont il a longtemps dirigé la puissante fédération socialiste. Surtout, la petite commune du Hainaut est associée à un événement fondateur dans l'histoire du mouvement ouvrier. Le 1^{er} mai 1891, deux ans après l'instauration de la journée internationale des travailleurs votée à l'initiative du militant guesdiste de Bordeaux Raymond Lavigne par le congrès international socialiste constitutif de l'Internationale à Paris¹, la manifestation tourne au drame : en fin de journée, la troupe tire sur les grévistes qui manifestent de façon pacifique pour la journée de huit heures, faisant neuf morts, pour la plupart âgés de moins de 20 ans. À Fourmies, le 1^{er} mai 1982, c'est donc une conjonction de symboles qui nimbe, ainsi que le rappelle Pierre Mauroy lui-même dans son discours, le premier « Premier-Mai du premier gouvernement de gauche de la V^e République ».

En référence aux revendications des grévistes de 1891, à qui il rend hommage dès les premiers mots de son discours², mais aussi à l'un des emblèmes de sa propre politique, Pierre Mauroy commence son allocution en évoquant la question du temps de travail : « La journée de huit heures, on se battait déjà pour cela en 1890. Mais il a fallu attendre 1936 et le gouvernement de Front populaire pour obtenir les quarante heures par semaine, il a fallu attendre 1982 et la victoire de François Mitterrand pour les trente-neuf heures ! » Le Premier ministre s'attache d'emblée à inscrire son action gouvernementale dans l'histoire longue des conquêtes socialistes, comme en témoigne l'exemple subséquent des congés payés : « Souvenez-vous : quinze jours de congés payés en 1936, trois semaines en 1956 sous le gouvernement de Guy Mollet, quatre semaines en 1968, cinq semaines en 1982 ». Pierre Mauroy revendique non seulement un continuum, voire une filiation, entre les mesures sociales engagées pendant les différentes expériences socialistes au pouvoir et celles adoptées sous son ministère, mais il fait même de leur adoption une marque de fabrique d'un gouvernement de gauche : « Et voyez, presque à chaque fois le progrès social conquis par les travailleurs n'a pu être inscrit dans les faits que par un gouvernement des travailleurs, que par un gouvernement de gauche ».

En fait, le discours de Fourmies offre à celui qui, près d'un an plus tôt, a été nommé Premier ministre l'occasion d'établir un premier bilan de son action. De la même manière que le 1^{er} mai 1937, Léo Lagrange, ministre du Front populaire et député de la circonscription, s'était rendu dans la commune et y avait affirmé que le gouvernement Blum avait déjà « presque entièrement réalisé en onze mois le programme du rassemblement populaire que nous devons réaliser en quatre années ».

Ainsi, Pierre Mauroy insiste ensuite sur les nombreuses lois sociales adoptées depuis l'année précédente par le gouvernement d'union de la gauche qu'il dirige, qui ne se limitent pas aux deux mesures précédemment rappelées. Depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, adoptant ce mode de légifération afin de mettre plus rapidement les réformes en œuvre, ce ne sont pas moins de « 18 ordonnances sociales » qui sont entrées en vigueur, rappelle-t-il. Le Premier ministre en décline une partie du contenu : « la réglementation du travail à temps partiel et du travail temporaire, le droit à la retraite à 60 ans, l'insertion professionnelle des jeunes de 16 à 18 ans, l'institution des contrats de solidarité-emploi avec les entreprises et les collectivités locales ». Il met aussi en avant la progression du « pouvoir d'achat des salariés » permise notamment par « l'augmentation sensible du Smic », revalorisé de 5%, « et des prestations sociales », en référence à l'augmentation de 45% de l'allocation logement, de 25% des allocations familiales et de 50% sur un an du minimum vieillesse. Celles-ci doivent cependant être nuancées par les augmentations tarifaires qui, dès la fin de l'été 1981, concernent le gaz, l'électricité, le prix de l'essence, des transports publics ou encore des péages autoroutiers.

Pierre Mauroy évoque également les réformes économiques, qui se traduisent par une intervention de l'État dans l'économie accrue depuis 1981 au moyen notamment des nationalisations qui doivent, selon le Premier ministre, donner « à la collectivité des moyens sans précédent de progrès industriel et économique ». Ces nationalisations, totales ou partielles, concernent trente-neuf banques, deux compagnies financières, ainsi que plusieurs grands groupes industriels : la Compagnie générale d'électricité, Saint-Gobain, Péchiney-Ugine-Kuhlmann, Rhône-Poulenc, Thomson-Brandt, Usinor, Sacilor ou encore Matra. Cette opération coûteuse, du fait des indemnités élevées dont bénéficient les actionnaires, doit dynamiser la reprise économique, renforcer le capital d'entreprises qui souffraient alors de faibles investissements (au point, pour certaines, de frôler le dépôt de bilan) et ainsi renforcer leur compétitivité sur le marché mondial. En conséquence, en 1982, le secteur public emploie environ un quart des effectifs industriels du pays et la part du revenu industriel dans le PNB de la France passe de 11% à 17%.

Pierre Mauroy mentionne encore la loi de décentralisation de mars 1982, « qui donnera aux régions », qui deviennent des collectivités territoriales de plein exercice, mais aussi « aux départements et aux communes des possibilités considérablement accrues d'améliorer la vie quotidienne des Français ». Défendue par le ministre de l'Intérieur, Gaston Defferre, cette loi transfère aux collectivités locales une large partie des attributions de l'État en matière d'action sociale, d'aménagement du territoire ou encore d'éducation, réduisant du même coup le champ d'action des préfets.

Il s'attarde aussi longuement sur la manière de gouverner de l'exécutif de gauche. Après avoir affirmé que le gouvernement « ne changera pas tout tout seul », il appelle citoyens, travailleurs et usagers à prendre « en mains leur destin, pour qu'ils deviennent les acteurs du changement de leur vie quotidienne » et fait la part belle à la négociation, « outil permanent du changement », non sans rappeler les accents autogestionnaires qui nourrissent le PS des années 1970.

Au terme de cet inventaire, après avoir affirmé savoir les Français « étonnés de voir tant de changement mis en chantier d'un seul coup », Pierre Mauroy affirme que « les historiens de demain s'apercevront que rarement dans l'histoire de la République, un gouvernement aura en si peu de temps engagé autant de réformes et respecté aussi scrupuleusement ses engagements ». De fait, en 1981-1982, le gouvernement Mauroy met en œuvre un ensemble de réformes sans précédent dans l'histoire politique de la France au XX^e siècle, bien plus vaste, par exemple, que celles réalisées par le gouvernement de Léon Blum au temps du Front populaire.

Ainsi, le 1^{er} mai 1982 marque l'apogée du changement qui caractérise le début de la présidence de François Mitterrand. Car, dans le discours de Pierre Mauroy, déjà, les premières difficultés se

devinent à l'horizon. Le Premier ministre évoque notamment les « contraintes que l'évolution de l'économie mondiale fait peser sur notre pays », une façon de désigner la rudesse de la période, marquée par les effets du second choc pétrolier, mais aussi le retour progressif au libéralisme des grandes puissances mondiales, symbolisé par les États-Unis de Ronald Reagan et le Royaume-Uni de Margaret Thatcher. La France, qui mène une politique de relance de type néokeynésienne et où le déficit public augmente, avance alors à contre-courant de ses homologues occidentaux et apparaît isolée dans sa démarche. De plus, le chômage continue d'augmenter et le cap des 2 millions de demandeurs d'emplois dans le pays est franchi dès 1982. La fin de « l'état de grâce », symbolisée par l'apparent retournement de politique économique de 1983, est déjà en germe. Et ce d'autant plus que les dépenses publiques sont gelées dès le mois d'octobre 1981 et la priorité de la lutte contre l'inflation assumée dès le printemps 1982, sans être encore exprimée publiquement. Ainsi, c'est en vain qu'à Fourmies le Premier ministre assure qu'« en 1985 on travaillera en France trente-cinq heures par semaine », engagement dont on sait qu'il a été tenu, non par Pierre Mauroy à l'horizon qu'il dessine, mais par l'un de ses successeurs, Lionel Jospin, au temps de la « gauche plurielle » (grâce à la loi Aubry adoptée en 2000).

Le discours de Fourmies du 1^{er} mai 1982 n'est certes pas le plus célèbre de Pierre Mauroy. Il livre toutefois le regard, immédiat ou presque, que leur principal artisan entretient à l'égard des mesures de 1981-1982, emblématiques de l'intense activité législative qui fait suite à l'accession de François Mitterrand au pouvoir. Un point de vue à mettre en perspective avec la mémoire collective associée aujourd'hui à la même période, marquée notamment par une hypertrophie de l'abolition de la peine de mort.

À Fourmies, le Premier ministre n'évoque pas cette mesure, portée par son garde des Sceaux, Robert Badinter, et adoptée dès 1981 à contre-courant d'une opinion publique majoritairement favorable au maintien de la peine capitale. C'est probablement là l'une des raisons de ce silence, outre le tropisme de Pierre Mauroy pour les questions économiques et sociales.

Ce qui frappe également à la relecture du discours de Fourmies, c'est l'accent mis sur les mesures sociales adoptées par le gouvernement dirigé par celui que Pierre-Emmanuel Guigo a appelé « le dernier socialiste³ ». C'est encore son attachement, récurrent chez Pierre Mauroy, à inscrire son action dans l'histoire du mouvement ouvrier et à revendiquer une filiation forte avec les précédents gouvernements de gauche. Citant le propos conclusif de Léo Lagrange le 1^{er} mai 1937 – « Nous faisons l'expérience de la maturité politique et sociale de la classe ouvrière. Tous les travailleurs doivent être conscients de leur rôle et de leur tâche » –, Pierre Mauroy affirme que lui-même, quarante-cinq ans plus tard, « pourrait [le] reprendre terme pour terme ». Quarante-cinq ans, c'est la même distance chronologique qui séparait Pierre Mauroy du Front Populaire et qui nous sépare

aujourd'hui du discours de Pierre Mauroy : si le temps a la même durée, il ne semble pas toujours passer à la même vitesse ...

1. Madeleine Rebérioux (dir.) *Fourmies et les Premier Mai*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1994.
2. « Ici on a tué des hommes, des femmes, des enfants. On a tué des travailleurs qui réclamaient simplement et tranquillement le droit de vivre dignement ».
3. Pierre-Emmanuel Guigo, *Pierre Mauroy. Le dernier socialiste*, Paris, Passés composés, 2024.